

Virginie MERCIER
Maître de conférences HDR - Aix Marseille Université
Membre du Centre de Droit Economique (EA 4224)
110 La Canebière – 13001 Marseille
virginie.mercier@univ-amu.fr



PARCOURS UNIVERSITAIRE

Depuis 2014	Directrice du Master 1 (<i>en apprentissage</i>) « Droit de la banque et des opérations patrimoniales ».
2013	Habilitation à Diriger des Recherches.
Depuis 2013	Directrice du DESU « Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) ».
2012 - 2013	Membre élu du Conseil scientifique d'Aix Marseille Université, Collège C secteur Droit.
2008-2013	Assesseur du Doyen chargé du Site Marseille Canebière.
Depuis 2009	Directrice de l'Institut Pluridisciplinaire de l'Eau, de l'Environnement et du Développement Durable (IPEEDD) et du Master II « Droit de l'environnement, de la sécurité et de la qualité de l'entreprise ».
2007-2009	Directrice adjointe de l'Institut Pluridisciplinaire de l'Eau et de l'Environnement (IPEE).
Depuis 2006	Maître de conférences à Aix-Marseille Université. Section CNU : Droit Privé (01).
2004	Doctorat en Droit, Faculté de droit et science politique d'Aix-Marseille. Mention très Honorable avec les Félicitations du jury à l'unanimité.
2004-2006	Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche à l'Université Paul Cézanne Aix-Marseille III.
2003-2004	Assistante de justice près le Tribunal de Grande Instance de Marseille, Pôle économique et financier du Parquet de Marseille.
2000-2004	Chargée d'enseignement à la Faculté de Droit et de Science Politique de l'Université Paul Cézanne Aix-Marseille III.
1999-2002	Allocataire de recherche.
1998-1999	DEA de Droit Public et Privé de l'Economie - Option Droit des affaires.

ENCADREMENT DE JEUNES CHERCHEURS

- Encadrement de rapports de recherche ainsi que de leur présentation sous forme d'exposés en Master 2.
- Encadrement des recherches et participation aux jurys de soutenance de mémoires de Master 1 et 2.
- Encadrement d'étudiants et de doctorants en vue de leur participation à des colloques.
- Participation à des pré-soutenances de thèse.
- Encadrement de thèses.

ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES

MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES :

Participation à des manifestations scientifiques :

- « Les Rencontres du droit des affaires et du développement durable » sur le thème de « La finance durable en questions ». Manifestation pluridisciplinaire organisée, sous la dir. de V. Mercier, par l'Institut Pluridisciplinaire de l'Eau et de l'Environnement (IPEE), en partenariat avec le CDE, la Fondation AMU « Savoirs, Métiers et Territoires » ainsi que la Fondation d'entreprise Crédit Agricole Alpe Provence, le

17 oct. 2014 à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille. Colloque labellisé par « La semaine ISR ».

Intervention sur : « La responsabilité des acteurs de la finance durable ».

- « Le droit de la santé en Nouvelle-Calédonie : de la médecine traditionnelle à la bioéthique », colloque international organisé par l'Université de la Nouvelle-Calédonie, en partenariat avec l'UMR ADES, AMU, sous la direction de Guylène Nicolas, à Nouméa les 3, 4 et 5 juillet 2014.

Intervention sur : « La responsabilité sociétale des entreprises : un concept au service des droits des peuples autochtones ».

- Animation des « Petits-déjeuners de la Responsabilité sociétale des entreprises », conférence organisée en partenariat avec le groupe Doxéa Formation, le 14 mars 2014 à Aix-en-Provence, avec S. Brunengo-Basso et J-M. Crévoulin.

- Animation de la conférence sur l'écologie de Chantal Jouanno, organisée par le CERIC à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille le 13 février 2014, avec M. Boutonnet et M. Lamoureux.

- « Soixantième anniversaire du statut des baux commerciaux. D'un état des lieux aux propositions de réformes ». Colloque organisé par le Centre de Droit Economique, en partenariat avec l'Institut de Droit des Affaires, l'Ecole des Avocats du Sud-Est et Edilaix le 13 décembre 2013 à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille.

Intervention sur : « Le verdissement du bail commercial ».

- « 6èmes Rencontres de la Gendarmerie et de la Profession de l'Audit, du Chiffre et du Conseil ». Colloque organisé sur le thème de « Responsabilité Sociétale des Entreprises – nouvelles missions pour les professionnels de l'audit, du chiffre et du conseil ». Manifestation organisée par Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables Marseille-Paca et la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Aix-Bastia, en partenariat avec la Gendarmerie et la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse, le 3 décembre 2013.

Intervention sur : « Se former pour acquérir de nouvelles compétences en matière de RSE ».

- « Les Rencontres du droit des affaires et du développement durable » sur le thème de « L'Investissement socialement responsable : quelle crédibilité ? ». Manifestation pluridisciplinaire organisée par l'Institut Pluridisciplinaire de l'Eau et de l'Environnement (IPEE), en partenariat avec le CDE, la Fondation AMU "Savoirs, Métiers et Territoires" ainsi qu'à la Fondation d'entreprise Crédit Agricole Alpe Provence, le 18 octobre 2013 à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille. Colloque labellisé par « La semaine ISR ».

Intervention sur : « L'ISR : un cadre normatif lacunaire ».

- « Les femmes au cœur du monde arabe : droit, économie et société ». Colloque organisé, sous la direction de C. Peny, le vendredi 8 mars 2013 à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille.

Présidence d'une table ronde consacrée à « L'entrepreneuriat au féminin ».

- « Le contrat et l'environnement ». Colloque organisé par le CERIC les 4 et 5 octobre 2012 à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille.

Intervention sur « Construction et immobilier durables ».

- « Le risque juridique dans l'entreprise : diagnostics et remèdes ». Colloque international organisé par l'Institut de Droit des Affaires (IDA) et le Centre de droit économique (CDE) de la Faculté de droit d'Aix-Marseille, en collaboration avec l'Association Française des Juristes d'Entreprise (AFJE), le 15 juin 2012 à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille.

Intervention sur « Le risque environnemental ».

- « Fonds et mondialisation. Entre liberté d'investissement et régulation », Colloque international organisé par le Centre de droit économique, sous la direction de Thierry Granier, les 4 et 5 avril 2012 à la Faculté de droit et de Science Politique d'Aix-Marseille.

Intervention sur « Les fonds, instruments de l'investissement socialement responsable ».

- « Les rencontres du droit économique de l'environnement » sur le thème de « L'eau ». Manifestation internationale organisée par l'Institut Pluridisciplinaire de l'Eau et de l'Environnement (IPEE), en partenariat avec le CDE et la SERAM, le 10 février 2012, à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille. Colloque labellisé par le Forum Mondial de l'Eau.

Intervention sur « La distribution de l'eau à usage domestique : quelle ingénierie contractuelle ».

- « Les normes privées internationales ». Workshop organisé par l'Institut de Droit des Affaires (IDA), le Laboratoire de Théorie du droit (LTD), le Centre de droit économique (CDE) de la Faculté de droit d'Aix-Marseille, le vendredi 10 juin 2011 à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille.

Intervention sur « Les normes environnementales ».

- « La Responsabilité Sociétale des Entreprises : intérêts et perspectives ». Colloque organisé par l'Institut de Droit des Affaires (IDA), l'Institut Pluridisciplinaire de l'Eau et de l'Environnement (IPEE), le Centre de droit économique (CDE) de la Faculté de droit d'Aix-Marseille, en collaboration avec l'Association Française des Juristes d'Entreprise (AFJE), le 10 décembre 2010 au Novotel Pont de l'Arc d'Aix-en-Provence.

Intervention sur « Responsabilité Sociétale des Entreprises et droit des sociétés : entre contrainte et démarche volontaire ».

- « Global Change Research II. Environmental crisis, energy issues and global regulation policies » (island of Porquerolles, June 11-16, 2010). Conférence internationale organisée par the European Science Foundation, la Fondation Maison des Sciences de l'Homme (Paris) et l'Université Paul Cézanne Aix Marseille III.

Intervention sur « Environnement et droit de la construction ».

- « Entretiens de droit immobilier ». Colloque organisé par le Groupe d'Etudes et de Recherche en Droit Immobilier de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de la Construction (GREDIAUC), le 5 juin 2010 à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille.

Intervention sur « Les perspectives du Grenelle de l'environnement en droit de la construction ».

- « Innovations et confiance en droit des affaires ». Colloque organisé en l'honneur des 35 ans de l'Institut de Droit des Affaires (IDA) et des 25 ans du Centre de droit économique (CDE), le 16 mai 2008 à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille.

Intervention sur « Contraintes environnementales et création de valeur ».

Organisation de manifestations scientifiques :

- « Les Rencontres du droit des affaires et du développement durable » sur le thème de « La finance durable en questions ». Manifestation pluridisciplinaire organisée, sous la dir. de V. Mercier, par l'Institut Pluridisciplinaire de l'Eau et de l'Environnement (IPEE), en partenariat avec le CDE, la Fondation AMU « Savoirs, Métiers et Territoires » ainsi que la Fondation d'entreprise Crédit Agricole Alpe Provence, le 17 oct. 2014 à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille. Colloque labellisé par « La semaine ISR ».

- Les « Rencontres du droit des affaires et du développement durable » sur le thème de « L'Investissement socialement responsable : quelle crédibilité ? ». Manifestation pluridisciplinaire organisée par l'Institut Pluridisciplinaire de l'Eau et de l'Environnement (IPEE), en partenariat avec le CDE, la Fondation AMU « Savoirs, Métiers et Territoires » ainsi que la Fondation d'entreprise Crédit

Agricole Alpe Provence, le 18 octobre 2013 à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille. Colloque labellisé par « La semaine ISR ».

- « Les ondes électromagnétiques : impacts sanitaires et environnementaux ». Conférence organisée par l'Association des étudiants du Master II « Droit de l'Environnement, de la Sécurité, et de la Qualité de l'entreprise » (ADESQ) et l'Institut pluridisciplinaire de l'eau et de l'environnement (IPEE), le 8 mars 2012 à la Faculté de Droit et de Science politique d'Aix-Marseille.

- Les « Rencontres du droit économique de l'environnement » sur le thème de « L'eau ». Manifestation internationale organisée par l'Institut Pluridisciplinaire de l'Eau et de l'Environnement (IPEE), en partenariat avec le CDE et la SERAM, le 10 février 2012, à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille. Colloque labellisé par le Forum Mondial de l'Eau.

- « La pollution de l'eau douce : d'une logique de réparation vers une gestion globale de la ressource en eau ». Conférence organisée par l'Association des étudiants du Master II « Droit de l'Environnement, de la Sécurité, et de la Qualité de l'entreprise » (ADESQ) et l'Institut pluridisciplinaire de l'eau et de l'environnement (IPEE), le 3 mars 2011 à la Faculté de Droit et de Science politique d'Aix-Marseille.

- « L'eau et ses enjeux économiques : quelle place pour les juristes ? ». Conférence organisée par l'Institut pluridisciplinaire de l'eau et de l'environnement (IPEE), le jeudi 14 octobre 2010 à la Faculté de Droit et de Science politique d'Aix-Marseille.

- « La Responsabilité Sociétale des Entreprises : intérêts et perspectives ». Colloque organisé par l'Institut de Droit des Affaires (IDA), l'Institut Pluridisciplinaire de l'Eau et de l'Environnement (IPEE), le Centre de droit économique (CDE) de la Faculté de droit d'Aix-Marseille, en collaboration avec l'Association Française des Juristes d'Entreprise (AFJE), le 10 décembre 2010 au Novotel Pont de l'Arc d'Aix-en-Provence.

PROJETS DE RECHERCHE

- Projet de recherche IdEx RSE sous la responsabilité scientifique de René de Quenaudon et Kathia Martin-Chenut, Université de Strasbourg.

En octobre 2014 : Intervention en tant qu'expert extérieur à l'occasion de journées d'études présentant les premiers résultats des recherches réalisées.

A partir d'octobre 2014 : membre de l'équipe de chercheurs sur le projet.

- Projet de recherche Amidex SynTerCalM (Synergie sur le Territoire des Calanques Marseillaises), AMU.

Encadrement de l'équipe de juristes du projet SynTerCalM (Synergie sur le Territoire des Calanques Marseillaises) ayant obtenu un financement Amidex interdisciplinarité par le Pôle Environnement.

ENCADREMENT DE TRAVAUX COLLECTIFS

- « Agriculture durable. Contributions pour l'élaboration d'un cadre normatif » : ouvrage collectif, sous la dir. de M-L. Demeester et V Mercier (en cours).

- Dossier spécial « Responsabilité Sociétale des Entreprises » : Bulletin d'Aix ? novembre 2014 (en cours), sous la dir. de V. Mercier.

- Synthèse Droit de l'eau (juin 2013 – mai 2014) : Droit de l'environnement, juin 2014, sous la dir. de V. Mercier.

- « L'Investissement Socialement Responsable : Quelle crédibilité ? » : Bulletin Joly Bourse, septembre 2014, sous la dir. de V. Mercier. Acte des « Rencontres du droit des affaires et du développement

durable », sur le thème « L'investissement socialement responsable : quelle crédibilité ? ». Colloque pluridisciplinaire organisé, sous la direction de V Mercier, par l'Institut Pluridisciplinaire de l'Eau et de l'Environnement, associé au Centre de Droit Economique de la Faculté de droit et science politique d'Aix-Marseille, à la Fondation AMU « Savoirs, Métiers et Territoires » ainsi qu'à la Fondation d'entreprise Crédit Agricole Alpes Provence, le vendredi 18 octobre à la Faculté de droit et science politique d'Aix-en-Provence.

- « Jalons pour une économie verte » : ouvrage collectif publié par les PUAM, collection Droit des affaires, préface V. Mercier et J. Mestre, 2012.

MEMBRE DE COMITÉS SCIENTIFIQUES

- Membre du comité scientifique et encadrement de deux doctorants en vue de leur participation au colloque « Energies, environnement et développement durable », 4^{ème} journée de l'Ecole Doctorale Sciences Juridiques et Politiques sur le thème, le 16 décembre 2011 à Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille.

- Membre du comité scientifique de la Conférence « Global Change Research II. Environmental crisis, energy issues and global regulation policies » (island of Porquerolles, June 11-16, 2010) organisée par the European Science Foundation, la Fondation Maison des Sciences de l'Homme (Paris) et l'Université Paul Cézanne Aix Marseille III.

PUBLICATIONS

THESE

- « L'apport du droit des valeurs mobilières à la théorie générale du droit des biens ».

Thèse en droit privé et sciences criminelles soutenue publiquement le 26 novembre 2004 à l'Université Paul Cézanne Aix-Marseille III.

Publication aux Presses Universitaires d'Aix-Marseille 2005.

Préface de Didier Poracchia, Professeur à l'Université Paul Cézanne Aix-Marseille III et directeur de recherche.

OUVRAGES COLLECTIFS

- « La responsabilité sociétale des entreprises : un concept au service des droits des peuples autochtones », in *Le droit de la santé en Nouvelle-Calédonie : de la médecine traditionnelle à la bioéthique (à paraître)*. Actes du colloque international organisé par l'Université de la Nouvelle-Calédonie, en partenariat avec l'UMR ADES, AMU, sous la direction de G. Nicolas, à Nouméa les 3, 4 et 5 juillet 2014 (à paraître).

- « Construction et immobilier durables » in *Contrat et environnement, Etude de droit interne, international et européen*. Actes du colloque organisé par le CERIC les 4 et 5 oct. 2012 à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille, PUAM 2014, p. 335.

- « Les fonds ISR : un cadre normatif lacunaire » in *L'Investissement Socialement Responsable : Quelle crédibilité ?* : Bulletin Joly Bourse, septembre 2014. Acte des « Rencontres du droit des affaires et du développement durable », sur le thème « L'investissement socialement responsable : quelle crédibilité ? ». Colloque pluridisciplinaire organisé, sous la direction de V Mercier, par l'Institut Pluridisciplinaire de l'Eau et de l'Environnement, associé au Centre de Droit Economique de la Faculté de droit et science politique d'Aix-Marseille, à la Fondation AMU « Savoirs, Métiers et Territoires » ainsi qu'à la Fondation d'entreprise Crédit Agricole Alpes Provence, le vendredi 18 octobre à la Faculté de droit et science politique d'Aix-en-Provence.

- « Le verdissement du bail commercial », avec S. Brunengo-Basso : Rev. Annales des loyers mai 2014, p. 781.

- « Droit de l'environnement et innovation », in *Droit et innovation : pour un monde meilleur ?*, ouvrage collectif du Centre de Droit Economique, sous la direction de L. Merland et J. Mestre, 2013, p. 507.
- « Les fonds d'investissement socialement responsable », in *Les fonds d'investissement*, Lamy Axe Droit, sous la dir. de Th. Granier, 2013, p. 227.
- « Le risque environnemental, source d'enrichissement du droit », in *Le risque juridique dans l'entreprise : diagnostics et remèdes* : Journal des sociétés, numéro spécial, janvier 2013, p. 14. Actes des rencontres AFJE/IDA, colloque organisé par l'Institut de Droit des Affaires (IDA), l'Association Française des Juristes d'Entreprise (AFJE), et le Centre de Droit Economique (CDE), en partenariat avec l'Ecole Des Avocats du Sud-Est, le 15 juin 2012 à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille.
- « Le fabuleux destin de l'obligation de *reporting* extra-financier » in *Jalons pour une économie verte*, préface V. Mercier et J. Mestre, PUAM, Coll. de l'Institut de Droit des affaires, 2012, p. 257.
- « La distribution de l'eau à usage domestique : quelle ingénierie contractuelle », in *L'eau. Questions juridiques et économiques concernant la gestion, l'utilisation et la protection des ressources hydriques : perspectives comparées et internationales*, Aracne Editrice, Rome, 2012, p. 133. Actes du colloque international sur « L'eau » organisé par l'IPEE, en partenariat avec le CDE et la SERAM, le 10 février 2012, à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille. Ce colloque a été labellisé par le Forum Mondial de l'Eau.
- « Les normes environnementales privées internationales », in *Les normes privées internationales*, avec S. Brunengo-Basso, Cahiers de méthodologie juridique n° 25, RRJ, 2011-5 numéro spécial, p. 2317. Actes du Workshop « Les normes privées internationales » organisé par l'Institut de Droit des Affaires (IDA), le Laboratoire de Théorie du droit (LTD), le Centre de droit économique (CDE) de la Faculté de droit d'Aix-Marseille, le vendredi 10 juin 2011 à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-Marseille.
- « Le contentieux civil de l'environnement », in *Les contentieux immobiliers*, Editions Lextenso, 2010.
- « Contrainte environnementale et création de valeur », in *Les défis actuels du droit financier*, sous la direction d'Alain Couret et Catherine Malecki, Centre Sorbonne Finance, collection Pratique des affaires, Joly éditions, 2010, p. 251.
- « Le tiers dans la sortie de l'investisseur », in *La sortie de l'investisseur*, avec D. Poracchia, Professeur à l'Université P. Cézanne, Litec, 2007.

ETUDES

- « Responsabilité sociétale des entreprises », Joly Sociétés, ER040, Éd. Joly, 2013.
- « Information des associés », Joly Sociétés, avec Adeline Cerati-Gauthier, Éd. Joly, 2010.
- « Actions – Généralités », Joly Sociétés, Éd. Joly, 2009.
- « Actions – souscription, achat et prise en gage de ses achats par la société », Joly Sociétés, Éd. Joly, 2009.
- « Actions de préférence », Joly Sociétés, Éd. Joly, 2009.
- « Valeurs mobilières », Joly Sociétés, Éd. Joly, 2009.
- « Servitudes légales – Généralités », Juris-Classeur Civil Code, Fasc. 30, éditions LexisNexis, 2008.
- « Usufruit – Prérogatives de l'associé », Juris-Classeur Civil Code, Fasc. 10, éditions LexisNexis, 2011.

ARTICLES

- « Synthèse Droit de l'eau (juin 2013 – mai 2014) », sous la dir. de V. Mercier, Revue Droit de l'Environnement, juin 2014.
- « Le bilan carbone : un outil efficace de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre ? », Bulletin Joly Sociétés, octobre 2011, n° 10, Eclairage, p. 750.
- « Responsabilité Sociétale des Entreprises et droit des sociétés : entre contrainte et démarche volontaire », Droit des sociétés, avril 2011, Etude 6, p. 7. Intervention présentée lors du colloque « La Responsabilité Sociétale des Entreprises : intérêts et perspectives », organisé par l'Institut Pluridisciplinaire de l'Eau et de l'Environnement (IPEE), l'Institut de Droit des Affaires (IDA), le Centre

de droit économique (CDE) de la Faculté de droit d'Aix-Marseille, en collaboration avec l'Association Française des Juristes d'Entreprise (AFJE), le 10 décembre 2010 à Aix-en-Provence.

- « Responsabilité Sociétale des Entreprises : Une remise en cause de la loi Grenelle II par la loi du 22 octobre 2010 de régulation bancaire et financière », *Bulletin Joly Sociétés*, février 2011, n° 2, p. 103.

- « La loi Grenelle II étend le champ d'application de l'obligation de présenter un bilan social et environnemental », *Bulletin Joly Sociétés*, janvier 2011, p. 69.

- « Les apports de la loi Grenelle II au droit de la construction », *Revue Construction-Urbanisme*, octobre 2010, p. 14.

- « Le critère de la jouissance exclusive constitue un obstacle à l'exploitation de la chose louée » : *Loyers et copropriété*, n° 12, décembre 2009, p. 6.

- « Le droit des biens au secours du droit des sociétés : le régime de répartition des dividendes » : *Droit des sociétés*, janvier 2008, n° 1, p. 7.

- « L'image des biens ou la difficile conciliation de droits concurrents » : *Les Petites affiches* du 11 juillet 2006, n° 137, p. 10.

- « Le statut du professionnel du sport exerçant à titre libéral : vers la construction d'un régime juridique plus protecteur » : *Revue de Recherche Juridique- Droit prospectif*, 2005 – 2, n° 108, p. 709.

NOTES DE JURISPRUDENCE

- « L'inscription en compte des valeurs mobilières n'a pas une fonction d'information ».

Note sous *Cass. com.*, 29 janvier 2008 : *Bulletin Joly Bourse*, n° 3, mai-juin 2008, § 27, p. 238.

- « Requalification en contrat de travail au profit d'un professionnel de golf ».

Note sous *Cour d'appel de Versailles*, 6^{ème} ch., 7 novembre 2006 (n° 06/00956) : *Les Cahiers de Droit du Sport* n° 7, 2007, p. 124.

- « L'affaire Hurfin : suite et fin ! ».

Note sous *Cour d'appel d'Aix-en-Provence*, 14^{ème} ch., 21 février 2006 (n° 05/04188) : *Les Cahiers de Droit du Sport* n° 7, 2007, p. 129.

- « Mise à disposition d'un court de tennis et qualification de bail ».

Note sous *Cour d'appel de Paris*, 16^{ème} ch., 8 juin 2006 (n°05/04551) : *Les Cahiers de Droit du Sport* n° 5, 2006, p. 68.

- « Rupture de contrat d'exercice libéral et préavis raisonnable ».

Note sous *TGI de Nanterre*, 6^{ème} ch., 24 mars 2006 (n°04/12990) : *Les Cahiers de Droit du Sport* n° 5, 2006, p. 72.

- « Enseignants libéraux et qualification de bail ».

Note sous *Cass. 3^{ème} civ.*, 11 janvier 2006, (RG n° 04/19736) : *Les Cahiers de Droit du Sport* n° 4, 2006, p. 88.

- « L'absence de diplôme d'Etat pour enseigner et l'interdiction d'exercer subséquente justifie le licenciement du salarié qui n'a pas régularisé sa situation ».

Note sous *CA Grenoble*, 17 janvier 2005, *Toumani c/ Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) Brest* : *Les Cahiers de Droit du Sport* n° 4, 2006, p. 91.

- « La délivrance d'une autorisation permettant d'enseigner contre rémunération une activité sportive en l'absence de diplôme d'Etat nécessite la démonstration d'aptitudes professionnelles aux fonctions postulées ».

Note sous *CAA Bordeaux*, 18 janvier 2005, n° 04202) : *Les Cahiers de Droit du Sport* n° 4, 2006, p. 96.

- « Faire découvrir une activité sportive ne signifie pas l'enseigner ! ».

Note sous *Cass. 1^{ère} civ.*, 15 février 2005, *Centre école de parachutisme sportif de Savoie* (n° 02/16432) : *Les Cahiers de Droit du Sport* n° 3, 2006, p. 79.

- « Usurpation du titre d'enseignant de golf : les grandes chaînes commerciales sont sous le feu des projecteurs ».

Note sous *TGI de Paris*, 16 mars 2004, *Union Nationale des Professeurs de Golf (UNPG) - Confédération Nationale des Educateurs Sportifs (CNES) - Syndicat INOVA c/ Société Compagnie Financière du Golf (COFIGOLF) - Fédération Française de Golf - Société Le Touquet Limite - Société*

Golf de Saint Cyprien - Société Golf de Marseille la Sallette (n° 02/16151) : Les Cahiers de Droit du Sport n° 3, 2006, p 81.

- « Les conséquences de la requalification du contrat d'exercice libéral en contrat de travail ».

Note sous *CPH Toulon, 5 septembre 2005, Martin Bidegain c/ Société Gardéenne d'Economie Mixte Sagem « Sagem/Semexval » (n° 04/00745) : Les Cahiers de Droit du Sport n° 3, 2006, p 83.*

- « Enseignement illicite et usurpation du titre d'enseignant de tennis ».

Note sous *CA Versailles, 19 février 2004, Fédération Nationale des Professeurs de Tennis (FNEPT) - Confédération Nationale des Educateurs sportifs (CNES) c/ Association Tennis « Club de Becon, M. Audebrand – M. Ekwe (n° 03/01746) : Les Cahiers de Droit du Sport n° 3, 2006, p 87.*

- « La suppression du droit de vote du nu-propriétaire ou l'apparente dénaturation de l'institution d'usufruit ».

Note sous *Cass. Com., 22 février 2005, Gérard c/ Cts Gérard (n° 03/17421) : Le Journal des Sociétés, octobre 2005, n° 25, p 50.*

- « L'usurpation du titre d'enseignant : la défense des intérêts des golfeurs s'organise... ».

Note sous *TGI Nanterre, 14 avril 2005, UNPG-CNES-Syndicat INOVA c/ Société Blue Green-FFGolf (n° 02/1355) : Les Petites affiches, 15 juillet 2005, n° 140, p 7.*

- « Le paintball est-il un sport ? ».

Note sous *Conseil d'Etat, 13 avril 2005, requête de la Fédération de sportif (n° 258190) : Les Cahiers de Droit du Sport n° 2, 2005, p 128.*

- « Refus de requalifier le contrat d'exercice libéral en contrat de travail ».

Note sous *CA Paris, 25 mars 2004, Ph. Lepinay c/ SA du Golf de Green Parc (n° 03/34799) : Les Cahiers de Droit du Sport n° 2, 2005, p 102.*

- « La requalification du contrat d'exercice libéral en contrat de travail : une appréciation parfois très subjective des juges du fond ».

Note sous *CPH Trouville, 8 février 2005, S. Quibeuf c/ SAS Peltier, Exploitant le Golf de Deauville Saint Gatien (n° 04/00181) : Les Cahiers de Droit du Sport n° 2, 2005, p 99.*

- « Les conséquences de la requalification du contrat d'exercice libéral en contrat de travail ».

Note sous *CA Versailles, 10 février 2005, S. Marboeuf c/ Association Stade Français – SARL Edisport (RG n° 04/01715) et de la décision CPH Fréjus, 3 février 2005, P. Hurfin c/ Commune de Roquebrune sur Argens, Exploitant le Golf de Roquebrune (n° 04/00152) : Les Cahiers de Droit du Sport n° 2, 2005, p 91.*

- « La requalification du contrat d'exercice libéral en contrat de travail : le critère du lien de subordination appliqué au professionnel de golf ».

Note sous *CA Aix-en-Provence, 23 mars 2004, Commune de Roquebrune sur Argens c/ P. Hurfin (RG n° 03/13656) et CA Aix-en-Provence, 29 juin 2004, M. Bidegain c/ Société Gardéenne d'Economie Mixte Sagem « Sagem/Semexval (n° 03/21546) : Les Cahiers de Droit du Sport n° 1, 2005, p 91.*

- « Le professionnel de tennis exerçant à titre libéral n'est pas tenu de payer une redevance de location des installations sportives ».

Note sous *CA Paris, 23 novembre 2004, Fédération Nationale des Professeurs de Tennis (FNEPT) - Confédération Nationale des Educateurs sportifs (CNES) c/ Association Fédération Française de Tennis (n° 03/12996) : Les Cahiers de Droit du Sport n° 1, 2005, p 79.*

- « Abus dans la rupture d'un contrat d'exercice libéral et réparation du dommage subi ».

Note sous *TGI de Melun, 18 mai 2004, Guiraud / Sté Taisei Europe Limited, enseigne "Golf de Cely"(RG n° 01/02523) et TGI de Nanterre, 21 décembre 2004, F. Mansard – Société Passing Mansard – Fédération Nationale des Professeurs de Tennis (FNEPT) c/ Association Sportive Jardysports – SARL Jardysports (n° 03/14425) : Les Cahiers de Droit du Sport n° 1, 2005, p 84.*

- « L'associé assimilé à un tiers : une interprétation controversée ».

Note sous *CA Versailles, 17 janvier 2002, SA Lehning Laboratoires c/ Berretti et autres (n° 00/07792) : Les Petites affiches du 26 juin 2003, n° 127, p 8.*

SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE

- « La Cour de cassation précise l'étendue de la compétence du juge judiciaire en cas de litige relatif aux antennes relais ».

Observations sous *Cass. 1^{ère} civ., 17 octobre 2012 (n° 10-26.854 et n° 11-19.259)* : L'Essentiel Droit de l'immobilier et urbanisme, n° 12, décembre 2012.

- « Précisions sur le classement des éoliennes en installation classée pour la protection de l'environnement ».

Observations sous le *Décret n°2011-984 du 23 août 2011 « modifiant la nomenclature des installations classées » et le Décret n° 2011-985 du 23 août 2011 « pris pour l'application de l'article L.553-3 du code de l'environnement »* : L'Essentiel Droit de l'immobilier et urbanisme, n° 11, novembre 2011.

- « Trois arrêtés précisent le cadre juridique des éoliennes ».

Observations sous *l'Arrêté du 26 août 2011, relatif aux prescriptions pour les installations soumises à déclaration ; l'Arrêté du 26 août 2011 relatif aux prescriptions pour les installations soumises à autorisation ; l'Arrêté du 26 août 2011, relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières* : L'Essentiel Droit de l'immobilier et urbanisme, n° 11, novembre 2011.

- « Une réglementation peut interdire l'implantation d'éoliennes en zone Natura 2000 ».

Observations sous *CJCE, 21 juillet 2011, Azienda Agro-Zootecnica Franchini Sarl, Eolica di Altamura Srl c.Regione Puglia, c-2/10* : L'Essentiel Droit de l'immobilier et urbanisme, n° 10, octobre 2011.

- « Durée de validité du diagnostic de performance énergétique ».

Observations sous le *Décret n° 2011-413 du 13 avril 2011 relatif à la durée de validité du diagnostic de performance énergétique* : L'Essentiel Droit de l'immobilier et urbanisme, n° 6, juin 2011.

- « L'article L. 112-16 du Code de la construction et de l'habitation est conforme à la Constitution ».

Observations sous *Conseil Constitutionnel, n° 2011-116 QPC du 08 avril 2011* : L'Essentiel Droit de l'immobilier et urbanisme, n° 6, juin 2011.

- « Les principales mesures du Grenelle de l'environnement en droit de la construction ».

Observations sous le *Projet de loi portant engagement national pour l'environnement, texte définitif adopté par l'Assemblée nationale, n° 504, session du 29 juin 2010* : L'Essentiel Droit de l'immobilier et urbanisme, n° 8, septembre 2010, p. 4.

- « Les principales mesures du Grenelle de l'environnement en droit de la construction ».

Observations sous le *Projet de loi portant engagement national pour l'environnement, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, texte adopté n° 458, session du 11 mai 2010* : L'Essentiel Droit de l'immobilier et urbanisme, n° 6, juin 2010, p. 1.

- « Publication du décret d'application de la nouvelle procédure d'enregistrement des installations classées ».

Observations sous le *Décret n° 2010-368 du 13 avril 2010 portant diverses dispositions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement et fixant la procédure d'enregistrement applicable à certaines de ces installations* : L'Essentiel Droit de l'immobilier et urbanisme, n° 6, juin 2010, p. 6.

- « Application du principe de précaution concernant les effets sanitaires des champs électromagnétiques d'extrêmement basses fréquences ».

Observations sous *l'avis de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail du 29 mars 2010, relatif à la « synthèse de l'expertise internationale sur les effets sanitaires des champs électromagnétiques d'extrêmement basses fréquences »* : L'Essentiel Droit de l'immobilier et urbanisme, n° 5, mai 2010, p. 6.

- « Un industriel peut être présumé responsable de pollution près d'une zone polluée ».

Observations sous *CJUE, gr. ch., 9 mars 2010 (C-378/08)*, L'Essentiel Droit de l'immobilier et urbanisme, n° 5, mai 2010, p. 6.

- « La disparition de l'état d'enclave entraîne l'extinction de la servitude légale ».

Observations sous *Cass. civ. 3^e, 16 septembre 2009* : L'Essentiel Droit de l'immobilier et urbanisme, n° 10, novembre 2009, p. 6.

- « Le non-respect d'une obligation de remise en état d'un site sur lequel une installation classée était exploitée constitue une faute civile ».

Observations sous *Cass. civ. 3^e, 9 septembre 2009* : L'Essentiel Droit de l'immobilier et urbanisme, n° 10, novembre 2009, p. 7.

- « Présentation d'une ordonnance relative à l'enregistrement de certaines installations classées ».

Observations sous *l'Ordonnance n° 2009-663 du 11 juin 2009* : L'Essentiel Droit de l'immobilier et urbanisme, n° 7, juillet 2009, p. 3.

- « Nouveaux plafonds de ressources des bénéficiaires de la législation sur les HLM ».

Observations sous *Arrêté du 29 mai 2009* : L'Essentiel Droit de l'immobilier et urbanisme, n° 7, juillet 2009, p. 3.

- « L'éco-prêt à taux zéro : nouvel outil financier de protection de l'environnement ».

Observations sous les *Décrets n° 2009-344, 2009-346 et 2009-347 du 30 mars 2009* : L'Essentiel Droit de l'immobilier et urbanisme, n° 5, mai 2009, p. 4.

- « Affaire des antennes relais ».

Observations sous *CA Versailles, 4 février 2009 (n° 08/08775)* : L'Essentiel Droit de l'immobilier et urbanisme, n° 4, avril 2009, p. 4.